

Section de Grenoble-Meylan du Parti communiste Français

20 rue Emile Gueymard, BP 1503, 38025 Grenoble, Cedex 1 – Mail : pcf.grenoble@wanadoo.fr

Contribution à la Commission du débat national sur les nanotechnologies

Grenoble, le 1^{er} décembre 2009

Les nanosciences et leurs applications sont porteurs d'enjeux importants, tant en terme de possibilités offertes que de risques encourus. Ces enjeux nous concernent tou-te-s ; il serait irresponsable et dangereux de laisser à quelques pouvoirs privés le soin de décider des applications de cette nouvelle science. Jusqu'à présent, le débat sur ces enjeux tend à être escamoté, y compris par une partie des pouvoirs publics, privant la grande majorité des citoyens d'information pluraliste, et de moyens d'intervenir dans le débat et dans les décisions publiques. L'ouverture du débat public sera-t-elle l'occasion de bousculer cette situation? Pour notre part, nous appelons de nos vœux des institutions et des pouvoirs publics démocratisés faisant toute leur place à l'intervention des citoyens.

Dans le domaine des nanotechnologies, les instituts publics de recherche (comme le CEA et le CNRS) et les collectivités locales à Grenoble et en Isère ne font pas assez confiance dans l'appropriation citoyenne de ces enjeux. La démocratie participative ne doit pas être refusée sous prétexte de la course à la concurrence et à la guerre des marchés.

Le citoyen est ainsi prié de rester à l'écart de la décision publique, de la même façon que les salariés sont tenus à l'écart des décisions dans leurs lieux de travail, dans les entreprises privées, mais aussi de plus en plus dans celles qui restent publiques. Les réformes concernant les institutions de recherche et les universités visent aussi à réduire, voire anéantir la représentation des chercheurs qui y travaillent, comme elles cherchent à tenir le champ des savoirs et de leurs usages à l'écart de toute participation citoyenne.

Les communistes apportent au débat les réflexions et propositions suivantes:

1. Les nanosciences et nanotechnologies doivent cesser d'être un champ clos de décision au service prioritaire d'orientations économiques essentiellement tournées vers les logiques de profitabilité à court terme.

- Nous dénonçons l'étatisation des institutions de recherche publique et la politique de subordination actuelle de la recherche publique aux besoins industriels. Le secteur public de recherche fondamentale doit être notablement renforcé, dégagé de toute obligation d'application, voué au développement d'un front continu de connaissances. La collaboration du secteur public avec le secteur industriel doit être encouragée sur la base de l'avantage mutuel.
- Nous proposons que ce débat ouvre la réflexion collective pour avancer vers l'appropriation sociale, démocratique et citoyenne des institutions publiques de recherche, d'élaboration et de diffusion des connaissances.
- Nous proposons que le pilotage des pôles de compétitivité, aujourd'hui limité à quelques représentants de grands groupes industriels, d'institutions de recherche, de collectivités locales, s'ouvre à la représentation pluraliste des chercheurs, des travailleurs, des élus et des citoyens de notre agglomération.
- Nous pensons qu'avec les nanotechnologies émergent les bases pour dépasser les logiques de concurrence, au-delà même de ce secteur d'innovation, en créant un précédent pour repenser l'économie à partir de finalités sociales, humaines. A condition que les citoyens s'emparent de ces enjeux et pèsent pour faire prévaloir la définition de normes internationales en matière de santé et

d'environnement, une revalorisation de la recherche fondamentale, une politique industrielle adossée sur des critères sociaux et environnementaux et la création d'emplois durables.

2. La recherche scientifique et ses applications technologiques à l'échelle du nanomonde, parce qu'elles se situent à la frontière entre l'inerte, le vivant et l'humain, mettent l'humanité devant des défis et des risques inédits, particulièrement dans le domaine sanitaire et celui des libertés individuelles. Ces défis et ces risques appellent un bouleversement de notre conception de l'intervention politique et une nouvelle culture de la responsabilité.

Ainsi, l'application aux nanotechnologies du principe de précaution oblige-t-il de sortir des sentiers traditionnels et à construire une démarche et des dispositifs nouveaux:

- La capacité massive d'exposition des populations aux nano particules et nano objets impose de dépasser le cadre des laboratoires et des entreprises et de leurs riverains.
- Ce dépassement ne doit pas cependant nous détourner du constat de dépossesion des chercheurs et des salariés de leur pouvoir d'intervention collective au travail: il est plus urgent que jamais pour eux de conquérir ou reconquérir de nouveaux droits partagés non seulement sur les risques sanitaires, anciens et nouveaux, mais aussi sur les choix de recherche et de production ainsi que sur les conditions collectives dans lesquels s'effectue ce travail de recherche et de production. Là est le cœur de la bataille contre le productivisme immanent au système capitaliste et pour des avancées vers la démocratie sociale. En aucun cas, la responsabilité ne peut relever de pouvoirs privés.
- Mais cette responsabilité ne peut pas plus se limiter à n'être que l'affaire des pouvoirs publics, elle doit devenir l'affaire du public, du corps des citoyens. Cela ne signifie pas que les pouvoirs publics puissent être dédouanés de leurs responsabilités: l'état doit jouer son rôle et les responsabilités publiques et privées doivent être clairement établies.

Ce qui doit changer c'est la place, l'étendue et la portée de l'intervention citoyenne.

Elle doit trouver à s'inscrire dans la permanence et la légitimité partagée par tou-te-s (citoyens et pouvoirs publics) de nouvelles institutions de démocratie participative, leur organisation à toutes les échelles politiques et lieux de pouvoirs scientifiques, technologiques, économiques.

Les expériences de démocratie participative en Rhône-Alpes et dans l'agglomération grenobloise sont riches d'enseignements et ont commencé à ébranler quelques certitudes. L'aspiration des citoyens à participer grandit, mais leur voix n'infléchit pas le cap des projets sur notre territoire. Il y a découplage et un fossé grandissant entre les exigences citoyennes qui s'expriment dans le débat public et les modes de décisions qui perdurent accentuant la déconnection entre l'économie et la technologie et les problèmes réels et besoins sociaux à prendre en compte.

Les citoyens veulent de l'emploi, des progrès médicaux et de communication entre tous les humains, mais ils veulent bien plus que cela : ils veulent un autre mode de développement qui réponde aux besoins sociaux fondamentaux, économes en énergie et en déplacement, respectueux de l'avenir écologique et vital de la planète et qui prenne en compte leurs propositions de transformation du travail et de la production, ce qu'on produit, pourquoi et comment on le produit, la démarchandisation des services, des modes de consommation émancipés du consumérisme. Autant de transformations sociales dont ils veulent être les acteurs, et non plus seulement les spectateurs désabusés, auxquels on ne demande plus que d'applaudir poliment à la fin.

Puisse le débat public en cours entendre les aspirations citoyennes à transformer les rapports sociaux et l'organisation de nos sociétés pour que la convergence des sciences et des technologies du nanomonde converge aussi vers la prise en compte de l'humain, des besoins d'égalité entre les individus, les peuples par delà la diversité de leurs cultures.